

Face à la pandémie Covid 19, refonder une politique de santé est nécessaire

Parti communiste français – 30 novembre 2020

La pandémie fait des ravages dans le monde entier et la France n'est pas épargnée. La population souffre, en particulier les plus démunis et les plus fragiles. Le président Macron installe, sans le dire ouvertement, un régime de plus en plus autoritaire et une gestion technocratique. Son gouvernement gère par des mesures de prévention l'impact négatif des politiques de santé conduites ces dernières années et qu'il a largement contribué à dégrader. Ces politiques d'austérité ont conduit notre système de santé et de protection sociale dans une impasse. A cela s'ajoute une crise économique violente, décuplée par la pandémie, qui fait exploser le chômage, aggrave la situation des familles, des jeunes. Toute l'économie est en crise.

La maladie et la faim font des ravages dans nos villes et nos quartiers populaires dans lesquels la surmortalité due à la Covid-19 est la plus forte, les ressources des familles baissent et les perspectives d'emploi sont quasi inexistantes. Le chômage partiel entraîne la baisse de 16 % du revenu, voire plus. Huit millions de nos concitoyens ont recours à l'aide alimentaire !

Mais le capital ne lâche pas prise. La bourse se porte très bien, elle renforce son emprise et ses exigences. Des profits extravagants sont réalisés par l'industrie pharmaceutique. Les licenciements vont bon train.

L'organisation du travail est restructurée à grande vitesse pour réduire les effectifs et augmenter sans vergogne les profits.

Face à cette crise le Parti communiste demande :

- Une nouvelle politique pour l'hôpital public : arrêter les fermetures de lits et de services toujours en cours de réalisation, remonter les capacités d'accueil des hôpitaux, embaucher 100 000 soignants pour répondre aux besoins d'un hôpital moderne.
- L'annulation de la dette des hôpitaux (30 milliards).
- La mise en place d'une véritable politique territoriale de santé avec le développement des centres publics de santé sur tout le territoire.
- Une politique de formation massive de personnels de santé, par pré-recrutement de jeunes payés durant leur formation et par formation interne.
- Pour les Ehpad, la création de 300 000 emplois sur trois ans pour satisfaire aux normes européennes d'encadrement.
- La transparence sur toutes les données de santé, y compris celles sur les essais concernant les vaccins

- La mise en place d'un pôle public du médicament, de la recherche à la production.
- Une véritable démocratie en santé, avec des conférences rassemblant usagers, élus et soignants, du niveau local au niveau national, avec de vrais pouvoirs décisionnaires.

Pour ce qui est de la crise sanitaire liée au virus, le Parti communiste français exige :

- L'hospitalisation des personnes âgées vivant en Ehpad lorsqu'elles sont malades et l'accès aux soins médicaux nécessaires.
- Une politique d'isolement et d'accompagnement des patients contagieux avec un dépistage massif.
- Que la Sécurité sociale ne supporte pas les exonérations de cotisations patronales décidées par l'Etat. Stop au hold-up sur la Sécurité sociale.

Concernant la vaccination, le Parti communiste français demande la **vaccination gratuite et sûre pour tous**. Nous devons être assurés de son efficacité et correctement informés (innocuité, durée de protection). Le vaccin, doit être considéré comme un bien public commun, financé dans sa recherche et sa production par des fonds publics. Il n'a pas à être payé deux fois. La Sécurité sociale, financée par nos cotisations, n'est pas là pour alimenter les profits des laboratoires pharmaceutiques. Le PCF participe à l'initiative citoyenne européenne « Pas de profit sur la pandémie » qui rassemble très largement une large coalition de syndicats de travailleurs, d'ONG, de groupes de militants, d'associations, de partis politiques et d'experts de la santé au niveau français comme européen. L'objectif est de convaincre la Commission européenne de mettre en place toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les droits de propriété intellectuelle, tels que les brevets, ne limitent pas la disponibilité des traitements et des vaccins contre la Covid-19. Il faut rassembler un million de signatures dans l'ensemble de l'Europe. Un comité français de soutien s'est constitué, rassemblant largement. L'heure n'est plus aux profits et aux contrôles privés. Tout le monde a droit à un remède. La seule façon de surmonter cette pandémie est de trouver une solution collective, c'est-à-dire de faire des vaccins et des traitements anti-pandémie un bien public mondial, librement accessible à tous. Aucune entreprise n'est aujourd'hui en mesure de produire des quantités suffisantes pour tous ceux qui ont besoin de ce médicament, et ne devrait avoir le pouvoir de décider de son coût. Il faut aussi mettre en place, au niveau mondial un Fonds sous l'égide de l'OMS, émanation de l'Onu, permettant, pour l'accès de tous les peuples du monde à un vaccin, l'installation de capacités de production réparties sur l'ensemble de la planète et la formation des travailleurs nécessaires, ainsi que l'appui à une infrastructure logistique mondialement répartie. Il existe une solution à ce blocage de nos vies. Nous l'avons déjà payée. Il est temps de la partager. C'est bien le sens de notre proposition de créer un pôle public du médicament.

Le Parti communiste français a décidé d'adhérer à cette campagne européenne et engage tous ses militants à signer et à faire signer la pétition à partir du 30 novembre 2020 :

<https://noprofitonpandemic.eu>